

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
Pacific Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet WILDLIFE CONROL	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0133-13T026/A	Date 2014-01-24
Client Reference No. - N° de référence du client W0133-13T026	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VIC-240-6422	
File No. - N° de dossier VIC-3-36156 (240)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-10	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hogg(VIC), Mike	Buyer Id - Id de l'acheteur vic240
Telephone No. - N° de téléphone (250) 363-3916 ()	FAX No. - N° de FAX (250) 363-3344
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 19 WING COMOX W OPS ATC P.O.BOX 1000 STN MAIN LAZO British Columbia V0R2K0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0133-13T026/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic240

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0133-13T026

VIC-3-36156

- 9. Lois applicables
- 10. Ordre de priorité des documents
- 11. Contrat de défense
- 12. Clauses du Guide des CCU

Liste des annexes

- Annexe A Énoncé des travaux
- Annexe B Paiment du Bais
- Annex C Insurance

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de **vérification d'organisation désignée** (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une **cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à Annexe "A".

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Section IV : Renseignements supplémentaires (1copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et

-
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

2. Méthode de sélection

- 2.1** Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2004. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de **vérification d'organisation désignée** (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une **cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à Annexe "A".

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010C (2013-06-27), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 2017-03-31 inclusivement with the option to extend for an additional (2) two 1-year periods

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Mike Hogg

Titre : Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Téléphone : 250-363-3916

Télécopieur : 250-363-0395

Courriel : mike.hogg@pwgsc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ _

Télécopieur : ____ _

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____

Télécopieur : ____ ____ ____

Courriel : _____

6. Paiement

.

6.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.2 Limitation des dépenses

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui

entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme : lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7. Attestations

7.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels;
- c) les conditions générales 2010C (2013-06-27), Conditions générales - services (complexité moyenne);

- d) Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) Annexe B, Bais du Paiment
- f) Annexe C, Insurance
- g) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

10. Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
19e ESCADRE COMOX
LAZO (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

DEVIS DES SERVICES DE
CONTRÔLE DE LA FAUNE

L-C266-0207/1

En date du 22 octobre 2013

LISTE DES SECTIONS DU DEVIS

Liste des sections Page 2

Section 1 Instructions générales Page 3

Section 2 Effectif de l'entrepreneur Page 16

Section 3 Véhicules et matériel Page 19

Section 4 Conditions d'assurance Page 21

Annexe A Plan de gestion de la faune à l'aéroport de la 19e Escadre

Annexe B Sanctuaire Birdman (B292)

SECTION 1

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

GÉNÉRALITÉS

1. Les documents contractuels de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) doivent être lus de pair avec le présent devis et s'appliquer à toutes les étapes du travail ou à tous les dessins contractuels présentés ci-après.

INTERPRÉTATION DES DÉFINITIONS TECHNIQUES

2. En plus des définitions comprises dans le contrat de TPSGC, les termes qui suivent ont un sens précis aux termes du contrat :

- a. " Oiseau " s'entend de tout oiseau sauvage ou domestique qui fréquente le secteur de l'aéroport, peu importe l'espèce;
- b. " Mammifère " s'entend de tout mammifère sauvage ou domestique qui fréquente le secteur de l'aéroport, peu importe l'espèce;
- c. " Faune " s'entend de tout oiseau ou mammifère en liberté, qui est indigène, saisonnier ou migrateur, peu importe l'espèce;
- d. " Zone stérile des pistes " s'entend de toutes les surfaces et structures se trouvant à moins de 150 mètres des axes des pistes et à moins de 150 mètres des extrémités de pistes;

e. " Zone de contrôle de la faune " comprend toutes les zones, y compris la zone stérile des pistes, où l'Officier du contrôle aviaire et animalier (OCAA) de l'ATC juge qu'il est nécessaire de procéder au contrôle de la faune, tel qu'il est précisé dans l'article traitant des lieux visés, ainsi que l'espace aérien qui se trouve au-dessus des terrains de l'aéroport, jusqu'à une altitude de 61 mètres (200 pieds);

f. " Contrôle de la faune " s'entend des mesures de dissuasion actives ou d'enlèvement permanent de la faune qui se trouve dans la zone de contrôle de la faune, notamment par la destruction de nids, de tanières et de terriers, par l'application de répulsifs, par l'utilisation de pièges et par d'autres techniques de dissuasion, comme l'utilisation d'un épouvantail. L'objectif du contrôle de la faune est d'empêcher la faune de s'installer dans le secteur de l'aéroport et de ses environs, afin d'atténuer les risques de conflits entre des humains et la faune. Autant que possible, le contrôle de la faune doit se faire sans cruauté, conformément aux lois, règles et règlements du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, ainsi que des administrations municipales et de tout autre organisme de réglementation;

g. " Plan de gestion de la faune à l'aéroport " comprend toutes les activités de contrôle de la faune menées à l'aéroport pour voir à ce que les problèmes liés à la faune soient réglés de façon systématique et coordonnée. Le plan de gestion ne comprend pas seulement le contrôle des oiseaux et des animaux. En effet, il requiert aussi la production de rapports et, s'il y a lieu, la formulation de conseils pour apporter des changements aux terrains, aux bâtiments, aux structures et aux opérations de l'aéroport;

h. " Zones entretenues " s'entend de tous les terrains que les autorités aéroportuaires sont chargées d'entretenir et celles où elles mènent des activités d'entretien, et ce, peu importe la fréquence;

i. " Zone prioritaire " s'entend d'une zone où il faut exercer un contrôle serré de la faune afin d'assurer la sécurité maximale des opérations aéroportuaires;

j. " Tour de contrôle " s'entend de la tour de contrôle de la circulation aérienne de Sa Majesté à l'aéroport;

k. " Piste en service " s'entend de la piste ou des pistes qui sont utilisées ou qui sont sur le point d'être utilisées pour l'atterrissage ou le décollage d'aéronefs, tel qu'elles sont désignées par le contrôle de la circulation aérienne (ATC) dans la tour de contrôle;

l. " Voie de circulation " s'entend de toute voie de l'aéroport contrôlée par l'ATC et servant aux mouvements des aéronefs et des véhicules au sol, tel qu'elles sont désignées par l'ATC dans la tour de contrôle;

m. " Agents de contrôle de la faune " s'entend des employés de l'entrepreneur qui sont chargés du contrôle de la faune à la 19e Escadre Comox;

n. " O ATC Ere " est l'acronyme désignant l'Officier, Contrôle de la circulation aérienne de l'escadre ou son représentant délégué;

o. " Officier du contrôle aviaire et animalier (OCAA) de l'ATC " s'entend de l'officier de l'Aviation royale canadienne (ARC) nommé par l'O ATC Ere pour établir la liaison entre la tour de contrôle, l'entrepreneur et les agents de contrôle de la faune, en vue de faciliter la mise en œuvre du Plan de gestion de la faune à l'aéroport;

p. " SCF " est l'acronyme désignant le Service canadien de la faune.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

3. Les documents de référence suivants traitent de la gestion et du contrôle de la faune dans les aérodromes appartenant au MDN et exploités par celui-ci :

- a. OAFc 34-46, Extermination des parasites;
- b. MCAFC 2-813, Manuel d'opérations - Contrôle des oiseaux et mammifères dans les aéroports;
- c. A-GA-135-001/AA-001, Sécurité des vols dans les Forces canadiennes;
- d. TP 11500F de Transports Canada, Gestion de la faune - Manuel de procédures;
- e. TP 13549F de Transports Canada, Un ciel à partager;
- f. C-09-153-001/TS-000 (Vol. 1), Manuel de sécurité concernant les explosifs et munitions.

PORTÉE DES TRAVAUX

4. L'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, le matériel, l'équipement et la supervision nécessaires pour effectuer conformément aux règles de l'art les travaux énoncés dans le présent devis en vue d'assurer les services de contrôle de la faune à la 19e Escadre Comox.

5. Le Plan de gestion de la faune à l'aéroport est le document de référence présentant les procédures à suivre pour gérer la faune à proximité d'un aéroport. Les présents devis et contrat sont fondés sur les exigences relatives à la procédure énoncée dans le Plan de gestion de la faune à l'aéroport de la 19e Escadre Comox qui figure à l'annexe A du présent document.

6. L'Officier, Contrôle de la circulation aérienne de l'escadre (O ATC Ere) est responsable de la mise en œuvre et de l'exécution d'un plan de gestion de la faune à l'aéroport efficace, et il doit

s'assurer que les éléments de tout contrat relatif à ce programme sont respectés à la lettre pendant toute la durée du contrat.

7. L'agent de contrôle de la faune ou son remplaçant approuvé doit communiquer directement avec l'Officier du contrôle aviaire et animalier (OCAA) de l'ATC concernant toute irrégularité ou tout besoin à la 19e Escadre Comox. Peu importe les spécifications contractuelles, il est interdit de communiquer directement avec tout autre organisme de la base à l'égard du présent contrat ou de tout autre besoin envisagé sans l'autorisation expresse de l'O ATC Ere.

8. Le présent contrat ne prévoit pas de services comme l'application de pesticides, d'herbicides ou de tout autre type de produits chimiques utilisés aux fins de contrôle des mauvaises herbes, des insectes, des rongeurs ou d'autres ravageurs, donc à d'autres fins qu'au contrôle de la faune.

EXIGENCE RELATIVE À LA FORMATION

9. L'entrepreneur doit avoir obtenu un diplôme à l'issue d'un programme de deux (2) ans en gestion des ressources renouvelables ou en sciences de l'environnement ou un programme équivalent.

EXPÉRIENCE DE TRAVAIL

10. L'entrepreneur doit avoir au moins quatre (4) ans d'expérience de la gestion d'un programme de contrôle de la faune dans les aéroports, préférablement sur la côte Ouest de l'Amérique du Nord.

LIEUX VISÉS

11. L'entrepreneur doit effectuer le contrôle de la faune sur tous les terrains et dans toutes les structures et installations appartenant à l'aéroport ou exploités par celui-ci, ainsi que sur tous les terrains et dans toutes les installations ou structures connexes, à la demande de l'O ATC Ere, ce qui comprend l'intérieur des bâtiments.

ZONES PRIORITAIRES

12. Les zones prioritaires sont désignées aux fins de contrôle de la faune afin d'assurer la meilleure sécurité possible dans les endroits de forte circulation, où les incidents liés à la faune sont le plus susceptibles de se produire.

13. La concentration des activités de contrôle dans diverses zones du secteur de contrôle de faune (l'effort qu'il faut déployer dans une certaine zone afin d'atténuer le plus possible les risques pour les aéronefs) sera déterminée selon l'ordre de priorité suivant :

Contrôle de la faune pouvant exposer des aéronefs à un danger, à l'atterrissage et au décollage :

- a. Priorité un : la zone stérile de la piste en service;
 - b. Priorité deux : les voies de circulation en service (délimitée par la zone de 150 pieds de part et d'autre de l'axe de piste);
 - c. Priorité trois : le reste de l'aérodrome dans les limites de la clôture périphérique;
 - d. Priorité quatre : le contrôle de la faune dans les autres zones selon les instructions verbales ou écrites de l'OCAA de l'ATC.
14. L'entrepreneur doit intervenir dans la zone de priorité un avant de régler tout problème dans la zone de moindre priorité qui suit.

MODIFICATION DES PRIORITÉS

15. De temps à autre, le représentant de l'O ATC Ere peut demander à l'entrepreneur d'intervenir en priorité dans une autre zone selon les besoins à court terme ou les modifications apportées aux activités de l'aéroport.
16. Le représentant de l'O ATC Ere indiquera à l'entrepreneur les priorités à respecter quant au travail à effectuer et aux zones visées par le travail. La priorité peut viser soit une zone précise, soit une espèce précise.
17. De temps à autre, le représentant de l'O ATC Ere peut demander à l'entrepreneur de prendre des mesures de dissuasion ou d'éliminer de façon permanente une certaine espèce, en priorité.
18. De temps à autre, le représentant de l'O ATC Ere peut modifier par écrit les priorités à respecter ou préciser les priorités attribuées à l'entrepreneur.

HEURES DE TRAVAIL

19. Le travail à fournir dans le cadre du présent contrat est effectué quotidiennement, comme suit :
- a) ½ heure avant le lever du soleil ou ½ heure avant le premier vol prévu, selon la première de ces occurrences;
 - b) jusqu'à ½ heure après le coucher du soleil ou jusqu'au dernier vol prévu, selon la dernière de ces occurrences;

c) selon l'autorisation du contrôleur d'aérodrome en service dans la tour de contrôle.

NOTA : L'heure du lever et du coucher du soleil est publiée annuellement par les services météorologiques. Les tableaux en question sont également offerts à l'adresse Internet suivante : <http://www.timeanddate.com/worldclock/astronomy.html?n=2106>.

20. Durant les périodes d'activités aériennes intenses en présence d'un risque de péril aviaire, l'entrepreneur pourrait être appelé à fournir ses services (à la demande de l'O ATC Ere ou de son représentant délégué) en dehors des heures susmentionnées sans aucune rémunération supplémentaire.

21. L'entrepreneur pourrait être appelé à fournir jusqu'à deux cents (200) heures supplémentaires de lutte contre les animaux nuisibles sur les terrains du MDN à la demande du Génie construction de l'escadre (GC Ere). Ce travail n'est pas compris dans la portée du Plan de gestion de la faune à l'aéroport et ne doit pas nuire aux travaux prioritaires figurant à l'article 13 du présent document.

RECENSEMENT DE LA FAUNE

22. Certaines espèces d'oiseaux et de mammifères se sont avérées un problème récurrent à la 19e Escadre Comox, et l'on sait d'expérience qu'elles doivent être contrôlées afin d'assurer la sécurité et d'atténuer tout problème lié à l'entretien. Les problèmes récurrents visent des oiseaux ainsi que des mammifères.

23. Les mesures de contrôle de la faune doivent être efficaces contre, entre autres, les oiseaux et les animaux suivants :

OISEAUX :	Cygnes	MAMMIFÈRES :	Chevreaux
	Goélands		Chiens
	Pigeons		Vaches
	Buses		Ratons laveurs
	Pygargues à tête blanche		Rats musqués
	Pluviers et autres oiseaux de rivage		Lapins
	Étourneaux		
	Pluviers kildir		
	Moineaux		
	Grands hérons		

NOTA : Les oiseaux et les mammifères susmentionnés ne sont pas présentés en ordre de priorité quant à leur importance ou à la fréquence des événements.

PLANIFICATION ET EXÉCUTION DES TÂCHES

24. Les détails concernant le contrôle de la faune à la 19e Escadre Comox sont indiqués dans le Plan de gestion de la faune à l'aéroport de la 19e Escadre (annexe A).

25. Les interventions et le moment des interventions de contrôle des oiseaux et des mammifères qui sont nécessaires à l'aéroport sont déterminés selon les activités particulières de la faune par rapport au nombre de mouvements d'aéronefs à un moment donné (durant un jour ou tout au long de l'année). Les activités de la faune peuvent ou non être liées à des conditions précises comme les conditions météorologiques, les activités agricoles ou la saison. En cas de danger à l'arrivée d'un aéronef, il est essentiel de procéder au contrôle de la faune dans les moindres délais.

26. Patrouiller la zone stérile de la piste en service et prendre immédiatement les mesures de contrôle qui s'imposent avant le premier mouvement d'aéronef ainsi qu'entre les mouvements des aéronefs tout au long de la journée.

27. Tous les jours, en collaboration avec la tour de contrôle, prendre connaissance à l'avance des heures de départ et d'arrivée prévues des aéronefs.

28. Assurer le contrôle de la faune dans la zone stérile des pistes tout au long de la journée.

29. Effectuer les activités de contrôle sous la direction de l'OCAA de l'ATC ou du contrôleur d'aérodrome en service.

30. Mettre à jour les registres des activités de contrôle, les rapports d'incident et les sommaires mensuels, ainsi qu'organiser des réunions périodiques (au moins tous les mois) avec l'OCAA de l'ATC.

31. À la suite d'activités de contrôle, l'entrepreneur doit se débarrasser de toute carcasse d'oiseau ou d'animal de manière hygiénique, rapide et efficace, à l'endroit qui aura été approuvé par l'OCAA de l'ATC. Les carcasses peuvent notamment être enterrées ou placées dans un sac doublé puis déposées dans un bac. Toutes les activités de destruction des carcasses doivent se faire conformément aux exigences fédérales, provinciales et municipales ainsi qu'à celles de la 19e Escadre Comox.

32. Il est INTERDIT d'utiliser de la grenaille de plomb lorsque l'utilisation d'un fusil de chasse est nécessaire.

33. L'entrepreneur doit surveiller les activités des mammifères à l'aéroport, effectuer des recensements, établir des statistiques et prendre toutes les mesures qui s'imposent, en respectant les lois et les règlements en vigueur.

CONTRÔLE DES TRAVAUX

34. L'entrepreneur doit se conformer immédiatement à tout ordre ou à toute directive ou instruction que lui donnera l'O ATC Ere ou l'OCAA de l'ATC concernant l'exécution de travaux.

COLLABORATION AVEC D'AUTRES PARTIES

35. L'entrepreneur doit effectuer son travail en entravant le moins possible les activités des autres parties qui se trouvent sur place. L'entrepreneur doit aussi donner un préavis d'au moins vingt quatre (24) heures aux locataires et aux usagers de l'aéroport, en prévision d'une interruption des services ou de toute entrave à leurs activités.

36. Advenant un désaccord ou un conflit entre l'entrepreneur et les locataires ou usagers de l'aéroport, l'entrepreneur doit demander des instructions à l'O ATC Ere ou à son représentant.

CONFORMITÉ AUX RÈGLES ET RÈGLEMENTS DE L'AÉROPORT

37. L'entrepreneur doit se conformer à toutes les règles et réglementations que lui fournira l'OCAA de l'ATC ou à celles généralement en vigueur à l'aéroport.

UTILISATION DES LIEUX DE TRAVAIL ET MATÉRIEL DE L'ENTREPRENEUR

38. L'OCAA de l'ATC attribuera à l'entrepreneur un endroit pour garer ses véhicules et ranger tout son équipement et matériel. Le local ainsi fourni n'est pas meublé.

39. L'entrepreneur doit limiter l'utilisation du matériel et l'exécution du travail par ses employés aux zones prescrites par les lois, les règlements, les permis ou les directives de l'OCAA de l'ATC. L'entrepreneur ne doit pas encombrer de façon déraisonnable les lieux qui lui ont été fournis.

40. À moins d'avis contraire, l'entrepreneur peut utiliser :

a. toutes les zones côté piste et côté ville où les activités de contrôle de la faune doivent être effectuées;

b. l'intérieur des bâtiments où des activités de contrôle de la faune doivent être effectuées.

41. L'O ATC Ere ou son représentant peut contrôler en tout temps les zones auxquelles l'entrepreneur peut avoir accès.

42. L'entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage causé à son matériel, à sa machinerie et aux installations; Sa Majesté décline toute responsabilité à l'égard de telles pertes ou de tels dommages.

43. L'entrepreneur doit s'assurer que les agents de contrôle de la faune respectent la réglementation concernant les feux et le tabagisme ainsi que les panneaux de restriction et d'avertissement.

44. Dans l'exécution de ses tâches, l'entrepreneur doit respecter la réglementation en vigueur concernant la circulation des véhicules et des piétons sur la base.

45. À la fin du contrat, les structures et les bâtiments de Sa Majesté et toute zone utilisés par l'entrepreneur doivent être remis dans leur état initial par l'entrepreneur et aux seuls frais de l'entrepreneur, à la satisfaction de l'O ATC Ere.

ACCÈS RESTREINT

46. Parfois, l'O ATC Ere ou son représentant peut indiquer à l'entrepreneur que l'accès de certaines zones est restreint.

MATÉRIEL, INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT CONFIÉS À L'ENTREPRENEUR

47. Avant le début du contrat et accompagné de l'OCAA de l'ATC, l'entrepreneur vérifiera l'état du matériel, des installations et de l'équipement qui lui sont confiés, mais qui appartiennent à Sa Majesté. L'entrepreneur produira un document établissant une liste d'inventaire et un rapport d'état, conforme au modèle demandé par l'OCAA de l'ATC.

48. Dans le cas du matériel, des installations et de l'équipement fournis par Sa Majesté et livrés durant l'exécution du contrat, l'entrepreneur doit :

a. inspecter sans délai le matériel, les installations ou l'équipement, signaler tout dommage ou toute défectuosité et fournir un reçu ainsi qu'une liste d'inventaire à jour à l'OCAA de l'ATC;

b. réparer ou remplacer sans délai, à la satisfaction de l'OCAA de l'ATC, tout article endommagé ou perdu après la réception;

c. aviser l'OCAA de l'ATC de toute défectuosité du matériel, des installations ou de l'équipement confiés à l'entrepreneur;

d. tenir à jour des listes d'inventaire et faire la comptabilité des stocks tous les trois mois ou à tout autre moment lorsqu'on le demande. À l'exception des articles utilisés dans le cadre de l'exécution normale de ses tâches, l'entrepreneur ne doit pas ajouter ou supprimer les articles figurant sur la liste d'inventaire sans une autorisation écrite de l'O ATC Ere;

e. dans les six jours précédant la date de fin du contrat, l'entrepreneur doit accompagner l'O ATC Ere et l'OCAA de l'ATC pour une inspection du matériel, des installations et de l'équipement

qui lui sont confiés. L'entrepreneur doit consigner et reconnaître par écrit toute défectuosité cernée par l'O ATC Ere durant l'inspection en question;

f. à la suite de chaque vérification des stocks ou à la fin du contrat, l'entrepreneur doit remplacer ou rembourser à Sa Majesté les articles perdus, manquants ou endommagés qui n'ont pas fait l'objet d'une usure normale et qui lui avaient été confiés. Le remplacement ou le remboursement des articles perdus ou endommagés doit correspondre à la valeur actuelle des articles;

g. à la fin du contrat, l'entrepreneur doit remettre à Sa Majesté tout le matériel, toutes les installations et tout l'équipement qui lui avaient été confiés et qui figurent sur la dernière liste d'inventaire à jour.

INSPECTION DE L'ÉTAT DES LIEUX

49. De temps à autre, l'O ATC Ere ou l'OCAA de l'ATC peut inspecter les installations confiées à l'entrepreneur en vertu du présent contrat, et ce, sans préavis. L'entrepreneur doit accompagner l'officier durant l'inspection, s'il le demande.

50. L'entrepreneur doit immédiatement corriger toute lacune relevée durant une inspection de l'état des lieux.

DOMMAGE AUX BIENS DE SA MAJESTÉ

51. En cas de dommage aux biens de Sa Majesté, l'entrepreneur doit immédiatement envoyer un avis écrit à l'OCAA de l'ATC, qui fera une enquête sur la cause et l'ampleur des dommages en vue :

a. de présenter une déclaration précise des tâches qui incombent à l'agent de contrôle de la faune visé;

b. d'obtenir une déclaration de chacun des agents de contrôle de la faune pour indiquer les circonstances telles qu'ils les connaissent et si, au moment de l'incident, ils agissaient ou non dans le cadre des fonctions liées à leur poste;

c. de recueillir le témoignage de toute personne connaissant les circonstances de l'incident;

d. d'obtenir des copies des rapports faits à la police locale relativement à l'incident;

e. de présenter des plans, croquis ou photos nécessaires pour comprendre la nature exacte de l'incident;

- f. d'obtenir tout autre renseignement ou matériel dont a besoin l'OCAA de l'ATC;
- g. de voir à ce que les installations ou biens endommagés soient remis en bon état sans délai, et ce, sans frais pour le propriétaire ou Sa Majesté.

DISPOSITIFS DE COMMUNICATION

52. L'entrepreneur doit fournir à chacun des agents de contrôle de la faune un dispositif de communication (comme un téléphone cellulaire ou un téléavertisseur) permettant d'avertir ou d'aviser l'agent de contrôle de la faune en service qu'il doit composer le numéro de téléphone que l'OCAA de l'ATC lui aura fourni. Lorsqu'il est en service, l'agent de contrôle de la faune doit garder le dispositif en question sur lui, le maintenir à la position " ON " et veiller à son bon fonctionnement en tout temps.

53. L'agent de contrôle de la faune en service doit répondre immédiatement à tout appel reçu par le dispositif en question pour commander ses services.

ESSAIS, HONORAIRES ET FRAIS

54. L'entrepreneur doit effectuer tous les essais qui lui incombent ainsi qu'assumer tous les frais liés aux inspections ou tout autre frais, et obtenir tous les permis qu'exigent les autorités régissant les activités de contrôle de la faune, à la satisfaction de celles-ci.

PERMIS ET LICENCES

55. L'entrepreneur, conformément aux lois ou aux autres règlements et exigences visant les agents de contrôle de la faune approuvés travaillant pour lui, doit posséder toutes les licences et tous les permis nécessaires, notamment :

- a. un permis de conduire valide dans la province ou le territoire où les véhicules sont ou devront être utilisés. L'entrepreneur doit aussi s'assurer que tous les employés suivent la formation locale prescrite avant de conduire des véhicules à l'aéroport;
- b. une Autorisation d'acquisition d'armes à feu valide pour utiliser des armes à feu.

56. Afin d'effaroucher ou d'abattre des oiseaux migrateurs présentant un danger pour les aéronefs à l'aéroport, il faut obtenir un permis du Service canadien de la faune. Le permis en question est délivré au directeur général de l'aéroport et non aux entrepreneurs indépendants. Conformément à la réglementation régissant la délivrance des permis en question et aux normes de Transports Canada, l'entrepreneur peut seulement avoir recours à des techniques d'effarouchement ou d'abattage d'oiseaux migrateurs en vertu du permis de l'aéroport. L'OCAA de l'ATC obtiendra le permis en question auprès du Service canadien de la faune.

57. L'OCAA de l'ATC fera une demande de renouvellement pour que le permis autorisant le titulaire à effaroucher ou à abattre des oiseaux migrateurs à l'aéroport soit délivré annuellement, pourvu que l'entrepreneur fournisse, au plus tard le 15 décembre de chaque année, un rapport écrit, à la satisfaction du représentant ministériel, dans lequel seront indiqués les renseignements suivants sur les oiseaux migrateurs :

- a. le nombre d'oiseaux de chaque espèce abattus par l'entrepreneur dans le cadre des tâches qui lui sont prescrites aux termes du contrat au cours de l'année civile qui prend fin, de même que les dates auxquelles ces oiseaux ont été abattus;
- b. la façon dont les oiseaux ont été identifiés et qui a procédé à leur identification;
- c. la façon dont on s'est débarrassé des oiseaux abattus.

SÉCURITÉ ET ACCIDENTS

58. L'O ATC Ere a le pouvoir de mettre un terme aux activités de l'entrepreneur et de retenir tout paiement à verser à l'entrepreneur si, selon lui, un tel arrêt des activités et des paiements est nécessaire pour assurer une exécution conforme et sécuritaire des services. Une telle mesure visant à arrêter les activités ou à retenir les paiements ne doit pas être considérée comme une annulation du contrat ni une rupture de contrat, et l'entrepreneur ne pourra faire aucune réclamation en dommages-intérêts à la suite d'un tel arrêt des activités et des paiements.

59. L'entrepreneur est seul responsable des accidents ou des blessures que peuvent subir le public et des tiers à la suite des actions prises par ses employés, et il doit tenir Sa Majesté à couvert en ce qui concerne toute réclamation à cet égard.

PROGRAMME DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

60. L'entrepreneur doit :

- a. se conformer à toutes les lois fédérales, provinciales et règlements et arrêtés municipaux relatifs à la sécurité qui s'appliquent au travail;
- b. établir et respecter un calendrier d'inspections de sécurité périodiques des installations, de l'équipement ainsi que des méthodes et des pratiques de travail;
- c. promouvoir activement un programme de sécurité au travail et informer tous les employés des procédures de sécurité;
- d. afficher visiblement les règles de sécurité dans le milieu de travail;

e. voir à signaler immédiatement tout accident ainsi qu'à mener une enquête afin de déterminer les mesures de prévention à prendre.

61. L'entrepreneur doit informer l'OCAA de l'ATC :

- a. des activités des comités sur la sécurité;
- b. des accidents ou des incidents qu'ont subis des personnes, du matériel ou de l'équipement;
- c. des rapports fournis à la Commission des accidents du travail ou reçus de celle-ci;
- d. d'autres rapports sur des questions de sécurité que peut demander le représentant ministériel.

62. L'entrepreneur doit collaborer avec l'O ATC Ere lors de toute enquête sur un accident, s'il y a lieu.

RÉGLEMENTATION NATIONALE

63. Si l'O ATC Ere est d'avis que les services ont des répercussions sur la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur :

- a. de fournir tout renseignement sur les personnes travaillant pour lui ou qui travailleront pour lui aux fins d'exécution du contrat;
- b. de renvoyer toute personne du lieu de travail si, selon l'O ATC Ere, la personne en question présente un risque pour la sécurité nationale.

64. Tous les entrepreneurs et agents de contrôle de la faune doivent se conformer aux exigences de sécurité en vigueur sur les lieux. Les employés qui entrent dans des zones assujetties à un contrôle pour exécuter les tâches qui leur incombent en vertu du contrat doivent posséder un laissez-passer délivré par la 19e ESCADRE COMOX, et ils doivent le présenter sur demande. L'entrepreneur doit obtenir des employés travaillant sur place pour son compte tous les renseignements personnels nécessaires aux fins d'autorisation de sécurité et fournir ceux-ci sur demande à l'OCAA de l'ATC.

65. L'entrepreneur est seul responsable des laissez-passer de sécurité et des clés qui lui sont remis pour ses employés, et tout employé doit les remettre à l'OCAA de l'ATC sur demande. Des frais pourront être imposés à l'entrepreneur pour toute clé ou tout laissez-passer qui ne seront pas remis sur demande. Il est interdit à l'entrepreneur ou à ses employés de reproduire les laissez-passer et les clés. Toute personne dérogeant aux exigences ou aux règlements de sécurité fera l'objet de poursuites et subira toutes les rigueurs de la loi, et une telle dérogation constituera un motif pour retirer les travaux à l'entrepreneur.

RÈGLEMENT SUR LA FAUNE

66. L'entrepreneur et ses agents de contrôle de la faune doivent respecter rigoureusement toutes les lois et réglementations fédérales, provinciales et municipales relatives à la faune. Tout manquement aux lois ou à la réglementation constituera un motif pour retirer les travaux à l'entrepreneur.

67. Tout manquement aux lois ou à la réglementation de la part d'un employé de l'entrepreneur entraînera l'annulation de son laissez-passer de zone contrôlée, ce qui risque d'amener l'O ATC Ere à décider que l'employé en question doit quitter l'aéroport et être remplacé aux fins d'exécution du contrat.

PRÉSERVATION DE LA FAUNE

68. L'entrepreneur et les agents de contrôle de la faune doivent éviter d'abattre inutilement tout animal ou oiseau.

69. Dans toute la mesure du possible, l'entrepreneur doit atteindre les objectifs du présent contrat en éloignant la faune des terrains de l'aéroport plutôt qu'en l'abattant.

DOSSIERS ET RAPPORTS

70. L'entrepreneur doit tenir à jour de façon ordonnée les dossiers, les fichiers et les rapports complets prévus au contrat, conserver ceux-ci en un seul endroit et les fournir à l'OCAA de l'ATC sur demande.

71. Tout renseignement remis à l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat est confidentiel, et tous les dossiers, registres, photos ou autres renseignements présentés ou préparés par l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat sont la propriété de Sa Majesté.

72. L'entrepreneur ne divulguera aucun renseignement au grand public ou aux médias sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite de l'O ATC Ere.

RAPPORTS GÉNÉRAUX

73. Registre quotidien des activités de contrôle de la faune : l'entrepreneur doit tenir à jour un registre quotidien des activités de contrôle de la faune à l'aéroport. Le registre quotidien doit rendre compte :

- a. de l'heure et de la durée de l'activité de contrôle;

b. des espèces et du nombre d'animaux ou d'oiseaux visés par l'activité de contrôle de la faune;

c. de la méthode de contrôle utilisée et de son effet sur la faune;

d. de l'endroit où l'activité de contrôle de la faune a eu lieu;

e. des conditions météorologiques de base.

74. Un modèle du registre quotidien des activités de contrôle de la faune se trouve à l'annexe B. L'entrepreneur doit présenter le registre quotidien (au moins) tous les mois, en même temps que le rapport sommaire pour la période visée, qui regroupe les données du registre quotidien.

75. Rapport sommaire - En plus des renseignements déjà indiqués, le rapport sommaire mensuel rendra compte :

a. des facteurs sur lesquels la portée du présent contrat n'a aucun effet, comme des activités agricoles, la présence de tranchées de drainage ou tout autre type de travaux d'excavation qui pourraient indûment attirer la faune à l'aéroport;

b. des recommandations concernant les dangers que présente la faune. La présentation du sommaire mensuel doit être conforme au modèle figurant à l'annexe B.

76. Rapports sur le permis autorisant d'effaroucher ou d'abattre la faune - En vertu des exigences liées au permis autorisant d'effaroucher ou d'abattre les oiseaux migrateurs à l'aéroport, l'entrepreneur doit fournir un rapport au représentant ministériel pour rendre compte du nombre et des espèces d'oiseaux abattus dans le cadre des activités de contrôle, de la personne qui a identifié les espèces et de la façon dont les carcasses ont été éliminées, c'est-à-dire si elles ont été brûlées ou enterrées. Le rapport en question doit être présenté au plus tard le 15 décembre de la période de contrat, et il doit être disponible tous les mois de janvier aux fins de renouvellement du permis autorisant d'effaroucher ou d'abattre la faune à l'aéroport.

77. Rapport d'évaluation suivant la fin du contrat - Sommaire annuel. L'entrepreneur doit présenter annuellement un rapport sommaire comprenant des renseignements sur le programme de contrôle ainsi que sur les méthodes de contrôle qui se sont avérées le plus comme le moins efficaces. Le rapport devrait également comprendre des recommandations visant à rendre l'aéroport moins attrayant à la faune. Un modèle du rapport sommaire annuel d'évaluation suivant la fin du contrat figure à l'annexe B.

RÉUNION

78. L'entrepreneur doit rencontrer l'OCAA de l'ATC au moins une fois par mois afin de discuter des rapports généraux et des rapports d'incidents ainsi que du rendement de l'entrepreneur durant la période visée par les discussions.

PÉRIODE DE PAIEMENT

79. Le travail fourni en vertu du présent contrat sera rémunéré au moyen de paiements mensuels égaux. L'entrepreneur acceptera le paiement à titre de contrepartie totale pour tout ce qu'il aura fourni ou fait dans le cadre du travail.

SECTION 2

EFFECTIF DE L'ENTREPRENEUR

RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

1. Tout le travail de l'entrepreneur doit être exécuté selon les règles de l'art, à la satisfaction de l'O ATC Ere ou de son représentant délégué. À cette fin, l'entrepreneur doit fournir en tout temps suffisamment d'employés qui possèdent les bonnes qualifications pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat.

REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR SUR PLACE

2. L'agent de contrôle de la faune sur place doit, en tout temps, représenter l'entrepreneur et considérer que les consignes de l'OCAA de l'ATC ou du contrôleur d'aérodrome en service lui ont été données par l'entrepreneur; il doit également avoir l'autorité nécessaire pour exécuter les consignes en question.

3. L'agent de contrôle de la faune en service doit répondre immédiatement à tout appel de l'OCAA de l'ATC ou du contrôleur d'aérodrome en service. Si l'agent de contrôle de la faune ne répond pas immédiatement à l'appel, il sera considéré comme une preuve suffisante à première vue de l'absence de l'agent de contrôle de la faune, et l'O ATC Ere pourra réprimander l'entrepreneur par écrit.

4. L'OCAA de l'ATC devra signaler toute réprimande faite pour absentéisme. Les réprimandes répétées constitueront une rupture de contrat de la part de l'entrepreneur qui s'exposera aux recours stipulés dans les documents contractuels de TPSGC. Si les manquements sont commis par un agent de contrôle de la faune qui est l'entrepreneur, ce dernier sera renvoyé du lieu de travail. Le renvoi d'un employé du lieu de travail ne constitue pas une renonciation de Sa Majesté à tout autre droit ou recours pour manquement de la part de l'entrepreneur.

EXPÉRIENCE DE L'AGENT DE CONTRÔLE DE LA FAUNE

-
5. L'agent de contrôle de la faune doit posséder une expérience du contrôle de la faune aux aéroports.
 6. Les employés qui n'ont pas d'expérience du contrôle de la faune aux aéroports peuvent acquérir l'expérience requise dans le cadre d'un programme d'apprentissage géré par l'entrepreneur.
 7. L'agent de contrôle de la faune doit pouvoir satisfaire aux exigences de sécurité pour travailler sur une base des Forces canadiennes.
 8. L'agent de contrôle de la faune doit connaître le fonctionnement des aéroports gérés par le ministère de la Défense nationale.

QUALIFICATIONS DE L'EFFECTIF

9. Les agents de contrôle de la faune doivent avoir suivi une formation adéquate pour s'acquitter de leurs tâches à la 19e Escadre Comox. La formation en question doit notamment comprendre toutes les notions de contrôle de la faune aux aéroports, et elle doit leur permettre d'acquérir des connaissances approfondies des procédures à suivre, conformément au Plan de gestion de la faune à l'aéroport de la 19e Escadre.
10. Un programme de formation des agents de contrôle de la faune doit être remis à l'O ATC Ere dans les 60 jours suivant l'attribution du contrat, et il doit être approuvé par celui-ci.
11. L'entrepreneur ne recrutera pas une personne pour travailler à l'aéroport, si la personne en question n'est pas dûment qualifiée pour exécuter les tâches qui lui sont attribuées. L'O ATC Ere peut demander en tout temps à n'importe lequel des employés de l'entrepreneur de quitter les lieux, temporairement ou pour de bon.
12. L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses employés possède un permis de conduire valide, délivré par la province de la Colombie-Britannique, pour toutes les classes de véhicules qu'il sera appelé à conduire à l'aéroport.
13. L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses employés devant utiliser une radio à l'aéroport possède un certificat restreint de radiotéléphonie valide, délivré par le ministère chargé des radiocommunications.
14. L'entrepreneur est responsable en tout temps de la bonne conduite de ses employés sur les lieux de travail. L'OCAA de l'ATC signalera tout écart de conduite ou tout comportement inacceptable des employés de l'entrepreneur, et ce dernier devra prendre les mesures qui s'imposent pour éviter toute récidive. Une telle conduite sur les lieux de travail peut justifier le renvoi immédiat de l'employé des lieux de travail. Si le comportement en question met la sécurité des vols en péril, il constituera un motif pour retirer les travaux à l'entrepreneur.

15. Tous les employés doivent suivre le cours de conduite préventive sur les aires de trafic avant d'entrer en fonction.

TÂCHES DE L'AGENT DE CONTRÔLE DE LA FAUNE

16. L'agent de contrôle de la faune en service doit se présenter au début et à la fin de son quart de travail.

17. Au début de son quart de travail, l'agent de contrôle de la faune doit informer la tour de contrôle de sa présence à l'aéroport et demander des renseignements sur les pistes en service ainsi que tout renseignement sur les activités aviaires.

18. L'agent de contrôle de la faune prendra les mesures qui s'imposent en fonction de l'évaluation des activités aviaires communiquée par la tour de contrôle. Si l'agent de contrôle de la faune n'a pas à prendre de mesures immédiates, il fera une ronde pour inspecter le périmètre de l'aéroport et vérifier les activités de la faune pouvant nécessiter une intervention, et il prendra des mesures, le cas échéant.

19. L'agent de contrôle de la faune est chargé d'informer la tour de contrôle de toute activité aviaire qu'il a observée et qui pourrait nuire aux vols d'aéronefs.

20. L'agent de contrôle de la faune est chargé de suivre les instructions et les méthodes de l'entrepreneur pour effaroucher les oiseaux en vue de réduire leur nombre à l'aéroport.

21. Chaque agent de contrôle de la faune doit entrer ses activités dans le registre quotidien servant à consigner les activités de contrôle de la faune.

22. L'agent de contrôle de la faune doit se tenir au fait des prévisions météorologiques afin d'être au courant de toute condition météorologique pouvant avoir une incidence sur les activités aviaires.

23. L'agent de contrôle de la faune en service ne doit pas quitter la 19e Escadre Comox durant son quart de travail, sauf pour une raison liée au présent contrat et si la tour de contrôle lui donne une approbation verbale.

24. L'agent de contrôle de la faune doit visiter les zones qui ne sont pas nécessairement accessibles au moyen d'une automobile, afin d'y vérifier la présence d'oiseaux ou d'animaux. Il peut utiliser toutes les méthodes approuvées pour chasser la faune qui s'y trouve.

25. L'agent de contrôle de la faune doit continuellement surveiller l'utilisation de la piste en service et établir des zones prioritaires. Toutefois, il doit répondre immédiatement à tout signalement d'oiseaux ou d'animaux présents.

RECOURS AUX CHIENS OU AUX OISEAUX DE PROIE

26. Le recours aux chiens ou aux oiseaux de proie pour le contrôle de la faune sera approuvé sous réserve des conditions suivantes :

- a. les animaux en question doivent être bien dressés pour effectuer leurs tâches;
- b. ils ne doivent pas être relâchés s'il y a un risque que le bruit des aéronefs nuise à la compréhension des commandements;
- c. ils ne doivent pas être relâchés s'ils se trouvent à proximité d'une zone réservée aux activités de vol à voile, alors que la présence de nombreuses personnes risque de causer une distraction;
- d. la permission de relâcher les animaux en question sera demandée par radio à la tour de contrôle, et le contrôleur d'aérodrome en service donnera son autorisation ou non, à son gré;
- e. le recours aux animaux pour assurer le contrôle de la faune relève exclusivement de l'entrepreneur;
- f. l'O ATC Ere, s'il le juge opportun, peut retirer la permission qu'il aura donnée à l'entrepreneur d'utiliser des animaux pour s'acquitter de ses tâches.

SECTION 3

VÉHICULES ET MATÉRIEL

INVENTAIRE

1. L'entrepreneur doit présenter en même temps que sa soumission, une liste complète des véhicules et du matériel qu'il propose d'utiliser pour exécuter le contrat.
2. Les véhicules et le matériel figurant sur la liste ne peuvent pas être remplacés sans que l'O ATC Ere ait d'abord donné son approbation par écrit.
3. L'entrepreneur peut seulement proposer de remplacer des véhicules ou du matériel après l'attribution du contrat. De telles demandes doivent rendre compte du coût des articles figurant initialement sur la liste ainsi que du coût des articles proposés en remplacement.

ÉQUIPEMENT ET FOURNITURES

4. L'entrepreneur doit fournir à tout le moins :
- a. un véhicule de transport équipé d'un gyrophare (360 degrés) et d'une radio FM;
 - b. des marques d'identification du véhicule et du personnel indiquant le CONTRÔLE DE LA FAUNE;
 - c. des dispositifs pyrotechniques et des cartouches d'effarouchement;
 - d. un fusil de calibre 12 ou de moindre calibre;
 - e. des cartouches de fusil (balles non comprises);
 - f. des jumelles.

5. Même si elles ne sont pas obligatoires, d'autres techniques de contrôle comme l'utilisation de détonateurs à gaz, le recours à des chiens dressés et la fauconnerie constituent un atout.

Nota : L'entrepreneur n'utilisera aucun fusil à la 19e Escadre Comox, sauf une carabine à air comprimé.

DISPOSITIFS DE COMMUNICATION ET MARQUAGE DES VÉHICULES ET DE L'ÉQUIPEMENT

6. L'entrepreneur doit équiper tous ses véhicules et équipements utilisés côté piste d'un gyrophare jaune (360 degrés) dont l'ampoule est inclinée de six degrés par rapport au plan horizontal. Les gyrophares seront montés sur le point fixe le plus élevé du véhicule ou de l'équipement en question.
7. L'entrepreneur doit équiper tous ses véhicules de postes de radio FM portatifs avec émetteur récepteur pouvant capter la bande de fréquence suivante : bande 1 : 149,15 MHz.
8. L'entrepreneur doit marquer tous les véhicules qu'il utilise à l'aéroport pour indiquer le CONTRÔLE DE LA FAUNE. Tout le personnel doit être facilement identifiable comme étant des agents de contrôle de la faune.

COMMUNICATION RADIO

9. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les véhicules et tout l'équipement qu'il utilise côté piste à l'aéroport sont en mesure d'assurer une communication bilatérale avec la tour de contrôle sur la fréquence précisée par l'OCAA de l'ATC.

ACTIVITÉS DANS LES AIRES DE MANŒUVRE DES AÉRONEFS

10. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation de la tour de contrôle avant de mener toute activité dans les zones de circulation des aéronefs ou dans les zones adjacentes à celles-ci. L'entrepreneur doit contrôler les mouvements de son personnel et de son équipement tel qu'il lui est indiqué.

11. Pour le travail commandant la fermeture des zones de circulation des aéronefs ou des installations de navigation aérienne, l'entrepreneur doit donner un préavis d'au moins vingt- quatre (24) heures à la tour de contrôle et à l'OCAA de l'ATC. Le fait d'aviser ces derniers ne constitue pas une approbation. L'entrepreneur doit obtenir une approbation écrite ou verbale pour procéder à la fermeture de toute zone ou installation.

12. L'entrepreneur doit obéir immédiatement à tout signal ou à toute directive de la tour.

MESURES DE SÉCURITÉ RÉGISSANT L'ACCÈS CÔTÉ PISTE

13. L'entrepreneur doit s'assurer que les agents de contrôle de la faune gardent fermées ou verrouillées les barrières désignées pouvant donner accès côté piste à du personnel ou à des véhicules non autorisés.

14. L'entrepreneur doit s'assurer que les agents de contrôle de la faune gardent fermées les barrières pouvant permettre à de gros mammifères d'accéder aux terrains de l'aéroport.

ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU ET DES MUNITIONS

15. Aucune installation n'est prévue pour l'entreposage des armes. L'entrepreneur est chargé d'entreposer les armes conformément à la réglementation fédérale et provinciale.

16. L'entreposage est offert jusqu'à concurrence de quinze kilogrammes (15 kg) en tout de HD 1.3 et de HD 1.4.

17. Il est interdit de procéder au chargement de cartouches d'effarouchement ou d'autres munitions sur les terrains du MDN.

18. L'entreposage des explosifs et des munitions doit se faire conformément aux Instructions relatives à l'armement de la 19e Escadre et au Manuel de sécurité concernant les explosifs, volume 1, C 09-153-001/TS-000, du MDN.

SECTION 4

CONDITIONS D'ASSURANCE

OBJECTIF

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir en vigueur à ses frais une couverture d'assurance dans la mesure où ladite protection est applicable au contrat et satisfait les conditions suivantes (les " conditions d'assurance ").

ASSURANCE RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

2. Montant de la garantie - minimum (5 000 000,00 \$).
3. La police d'assurance comprendra une protection pour les éléments suivants :
 - a. les blessures corporelles et dommages à la propriété à la suite d'un événement;
 - b. les blessures;
 - c. la responsabilité contractuelle ou la responsabilité assumée dans le cadre du contrat;
 - d. une vaste protection pour les dommages matériels;
 - e. un avenant compris dans la police pour couvrir les risques associés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport actif.

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE

4. Une assurance de responsabilité civile automobile doit couvrir tout véhicule motorisé, remorque ou semi-remorque appartenant à l'entrepreneur, qui est tenu par la loi d'immatriculer les véhicules en question (autre que l'immatriculation spéciale nécessaire à tout véhicule, remorque ou semi-remorque utilisés principalement hors autoroute).

GÉNÉRALITÉS

5. La protection d'assurance fournie par l'entrepreneur en vertu de ces conditions d'assurance ne doit en aucune façon limiter les responsabilités de l'entrepreneur qui sont stipulées dans les documents contractuels de TPSGC. L'entrepreneur souscrira également à ses frais à toute autre couverture qu'il peut juger nécessaire pour remplir ses obligations conformément à la disposition précitée.

6. La protection d'assurance nécessaire en vertu de ces conditions d'assurance prendra effet à la date d'attribution du contrat et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun risque.

-
7. Chaque police d'assurance devra contenir une disposition voulant que Sa Majesté reçoive un préavis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation ou d'expiration de la protection ou en cas de modification importante s'y rapportant.
8. Le montant minimal de la police doit couvrir les préjudices corporels et matériels pour tout événement ou série d'événements découlant d'une même cause.
9. Dès réception de l'avis d'attribution du contrat et avant de commencer à assurer ses services sur place, l'entrepreneur doit obtenir de son courtier ou de sa compagnie d'assurance une lettre, un télégramme ou un message par télex confirmant à l'OCAA de l'ATC que toutes les assurances requises en vertu des présentes sont effectivement en vigueur.
10. L'entrepreneur doit remettre à l'OCAA de l'ATC des copies certifiées conformes de toutes les polices d'assurance exigées en vertu des conditions d'assurance susmentionnées, en tant que condition préalable au paiement.
11. Il incombe à l'entrepreneur d'assumer le paiement de tout montant versé en règlement d'une réclamation jusqu'à concurrence de la franchise applicable.

Plan de gestion de la faune à l'aéroport de la 19^e Escadre Comox

—

AVANT-PROPOS

Les plans de gestion de la faune dans les aéroports permettent de régler les problèmes de façon systématique et coordonnée. Un bon Plan de gestion de la faune à l'aéroport (PGFA) réduit au maximum les collisions avec la faune, améliore la sécurité aérienne et réduit les coûts des dommages causés aux aéronefs. Ces plans doivent comporter des objectifs précis et être appuyés par une politique et par la haute direction des aéroports.

(TP 13549F, p. 174)

La Disponibilité opérationnelle de combat de la 1^{re} Division aérienne du Canada (DAC) a dirigé l'élaboration du Programme de gestion de la faune à l'aéroport de la 19^e Escadre. Le présent document est publié sous l'autorité du Commandant de la 19^e Escadre Comox.

Toutes les suggestions d'amélioration et tous les commentaires doivent être acheminés conformément aux voies hiérarchiques normales à l'Officier – Contrôle de la circulation aérienne de l'escadre (O ATC Ere), 19^e Escadre Comox.

Major D.F. Ceniccola
O ATC Ere, 19^e Escadre Comox

Document mis à jour
le 21 octobre 2013

Table des matires

Annexes

ANNEXE A – TOTAL DES MOUVEMENTS D'AÉRONEFS DE LA 19^e ESCADRE

ANNEXE B – NOMBRE DE PASSAGERS EN TRANSIT À L'AÉROGARE DE LA COMMISSION
DE L'AÉROPORT DE COMOX VALLEY

ANNEXE C – SOMMAIRE DES SIGNALEMENTS D'IMPACTS D'OISEAUX

ANNEXE D – ORDRE DE PRIORITÉ DES ACTIVITÉS DE TONTE DES GRAMINÉES
À L'AÉROPORT DE COMOX

ANNEXE E – COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA GESTION DE LA FAUNE

ANNEXE F – DEVIS DES SERVICES DE CONTRÔLE DE LA FAUNE

ANNEXE G – RAPPORT MENSUEL SUR LES ACTIVITÉS DE CONTRÔLE DE LA FAUNE

Plan de gestion de la faune
à l'aéroport de la
19^e Escadre Comox

Direction et administration

Document de référence

- a. OAF 34-46, *Extermination des parasites*,
- b. MCAF 2-813, *Manuel d'opérations – Contrôle des oiseaux et mammifères dans les aéroports*,
- c. A-GA-135-001/AA-001, *Sécurité des vols dans les Forces canadiennes*,
- d. TP 11500F de Transports Canada, *Gestion de la faune – Manuel de procédures*,
- e. TP 13549F de Transports Canada, *Un ciel à partager*,
- f. Ordres permanents de la 19^e Escadre Comox.

Énoncé de mission

1. L'objectif du Plan de gestion de la faune de la 19^e Escadre est d'assurer la sécurité des vols par l'atténuation des risques potentiels pour les aéronefs et l'aéroport que présentent les activités des oiseaux et des mammifères à l'aéroport de la 19^e Escadre ou dans ses environs.

Composition du comité de la faune

2. L'Officier, Contrôle de la circulation aérienne de l'escadre (O ATC Ere) relève du commandant de l'escadre, et il est chargé de l'administration du Plan de gestion de la faune à l'aéroport (PGFA). L'Officier du contrôle aviaire et animalier (OCAA) de l'ATC, en collaboration avec les membres du Comité du contrôle de la faune (CCF) de la 19^e Escadre, est responsable de la mise en œuvre du PGFA. Les membres du CCF comprennent :

- a. l'O ATC Ere, président;
- b. l'OCAA ATC, secrétaire;
- c. un représentant de la sécurité des vols de l'escadre;
- d. un représentant ou l'Officier des transports de l'escadre (véhicule à usage spécial);

- e. le chef contrôleur – Aéroport;
- f. un représentant du Génie construction de l'escadre;
- g. l'Officier de l'environnement de l'escadre;
- h. l'entrepreneur chargé du contrôle des oiseaux et des animaux;
- i. l'agent régional du Service de la faune ou l'agent du MPO (s'il y a lieu).

3. Les tâches et les responsabilités de chacun des membres du CCF sont indiquées dans le document MCAFC 2-813. Le CCF doit se réunir deux fois par année pour examiner le PGFA et les dossiers connexes relatifs à la mise en œuvre du PGFA.

Contrôle de la faune à l'aéroport

4. Le contrôle quotidien de la faune à l'aéroport est assuré par le fournisseur de services qui est titulaire du contrat prévu à cet effet. L'entrepreneur doit surtout :

- a. obtenir les bons certificats et permis pour l'utilisation d'armes à feu;
- b. identifier les espèces de tout oiseau ou animal frappé par un aéronef;
- c. contrôler et éliminer la faune qui se trouve à l'aéroport;
- d. tenir à jour des dossiers de contrôle de la faune;
- e. tenir informer de la situation les utilisateurs de l'aéroport et l'ATC relativement à la faune;
- f. satisfaire d'autres exigences stipulées dans le contrat de service.

5. Il incombe à l'O ATC Ere de se procurer et de conserver tous les permis nécessaires au contrôle de la faune.

Meilleure sensibilisation

6. La réussite du Plan de gestion de la faune de la 19^e Escadre dépend de la sensibilisation de tous les intervenants et, dans la mesure du possible, de celle des voisins de l'aéroport, aux dangers possibles que la faune présente. Les conducteurs de véhicules à usage spécial et de véhicules servant aux pompiers de l'escadre, aux préposés à l'entretien des entrepistes ainsi qu'aux ouvriers électriciens doivent savoir qu'il leur incombe de signaler toute activité de la faune. De plus, le succès du PGFA est directement lié à la gestion des terrains

adjacents à la 19^e Escadre. Il faudrait donc informer les propriétaires des terrains en question à ce sujet et les consulter si l'on considère que leurs activités peuvent avoir des répercussions sur le plan. Au moment de consulter le grand public sur des questions relatives à l'utilisation de propriétés privées, il peut être nécessaire d'avoir recours à l'expertise des agents locaux du Service de la faune ou à celle de représentants du ministère des Pêches et des Océans ou du ministère de l'Agriculture.

Valeurs et principes directeurs

7. Le Plan de gestion de la faune à l'aéroport repose sur les assises suivantes :
 - a. la sécurité des vols est notre grande priorité;
 - b. les activités du plan sont fondées sur des données issues de recherches rigoureuses;
 - c. la réussite du plan dépend de la collaboration entre tous les organismes concernés;
 - d. la réalité financière doit être prise en considération dans la mise en œuvre du plan;
 - e. le respect de l'environnement naturel et une compréhension de la capacité d'adaptation des oiseaux et des mammifères aux techniques de contrôle sont essentiels à notre réussite.
8. Par des efforts constants et cohérents, il est possible de gérer et d'atténuer les risques associés à la faune sur les terrains de l'aéroport.

éFacteurs cologiques

ééDtermination des facteurs cologiques

9. Les facteurs écologiques liés à la gestion des oiseaux et de la faune à la 19^e Escadre Comox sont pris en considération depuis longtemps. En 1996, ils avaient d'ailleurs été confirmés par une étude environnementale qui avait permis de cerner les sources de préoccupations. Ainsi, ces facteurs continuent de faire l'objet de mesures d'atténuation. Il est essentiel de toujours rester au fait de ces facteurs et de les étudier pour comprendre la façon dont les changements environnementaux peuvent accroître ou réduire les risques pour les activités de l'aéroport.

10. On connaît bien les facteurs environnementaux propres à l'aéroport de Comox qui ont des répercussions directes sur les opérations, et le PGFA traite de ceux-ci. Ils comprennent notamment :

- a. la proximité du bord de mer – l'emplacement de l'aéroport, qui est situé sur une falaise adjacente au détroit de Georgia;
- b. la présence de grands arbres, de broussailles et de chicots sur le terrain de l'aéroport;
- c. les terres agricoles voisines, servant habituellement à la culture du maïs et de la pomme de terre, qui sont inondées en hiver;
- d. un terrain de golf, sur le terrain de l'aéroport, qui comprend des étangs;
- e. un terrain de camping boisé, Tepee Park, situé sur le terrain de l'aéroport;
- f. des logements familiaux militaires;
- g. des réserves écologiques situées à moins de 5 kilomètres de l'aéroport : le marais de Lazo et l'estuaire de la rivière Courtenay;
- h. le site d'enfouissement de Pigeon Lake situé à 10 km au sud-ouest de l'aéroport;
- i. la voie migratoire du Pacifique qui passe directement au-dessus de l'aéroport.

Recensement des espèces présentant un risque

11. Les données sur les impacts d'oiseaux signalés et les registres de contrôle ont été analysés pour déterminer les espèces qui présentent le plus grand risque pour la sécurité des vols.

- a. Goélands et oiseaux de rivage – plus particulièrement le goéland à ailes grises, le goéland argenté, le goéland cendré ainsi que les pluviers et les pluviers kildir qui abandonnent la côte pour l'aéroport par période de grand vent ou de fortes vagues ainsi qu'après une averse de pluie pour se nourrir des vers qui se trouvent sur les pistes de l'aéroport. Un groupe de goélands comptent rarement plus de 50 oiseaux, mais plusieurs groupes peuvent se trouver sur le terrain de l'aéroport en même temps;
- b. Pygargue – le pygargue à tête blanche, une espèce protégée, niche fréquemment dans les grands arbres et les chicots qui se trouvent sur le terrain de golf adjacent à l'aéroport. Le risque est plus élevé lorsque les petits sont très jeunes et que les adultes quittent souvent le nid pour aller chercher de la nourriture sur la côte, ainsi qu'au moment où les petits apprennent à voler, car ces derniers ne sont pas conscients des opérations aériennes. Hormis cette période, les pygargues adultes qui séjournent à proximité de l'aéroport nuisent rarement aux activités de vol. Les pygargues nomades fréquentent le site d'enfouissement de Pigeon Lake;
- c. Canards et oies – de nombreuses espèces, dont la bernache cravant et le canard colvert, fréquentent la région pendant les périodes de migration, et ils s'attardent souvent dans les étangs du terrain de golf situé à moins de 1000 pieds de la voie de circulation principale de l'aéroport. De plus, les oiseaux migrateurs se reposent dans les champs pendant leur voyage, et ils sont attirés par les réserves écologiques situées à proximité de l'aéroport;
- d. Chevreuil – de nombreux chevreuils ont élu domicile en permanence au terrain de golf et au terrain de camping, et ils ont franchi la clôture périphérique à quelques reprises. Même si cela se produit rarement, le fait qu'un chevreuil passe la clôture peut avoir des conséquences désastreuses sur le plan de la sécurité des vols;
- e. Lapin – ils ne sont pas une espèce indigène, mais bien des animaux de compagnie relâchés dans la nature. Ils se trouvent surtout à proximité du terrain de camping Tepee Park, mais ils ont aussi été aperçus au-delà du terrain en question;
- f. Corneille noire – les corneilles noires rôdent souvent autour de l'aéroport, et elles sont attirées par les logements familiaux militaires situés au sud-ouest de l'aéroport;

g. Cygne trompette – cet oiseau passe l'hiver dans la vallée de Comox, et fréquente les champs inondés, adjacents à l'aéroport. Ces champs sont inondés durant la période hivernale à l'appui d'un projet de la Fédération de la faune et de Canards Illimités Canada visant tout particulièrement à offrir un habitat à cet oiseau. Pour cet oiseau, les périodes présentant le plus grand risque sont le matin et le soir, alors qu'il se déplace des aires d'alimentation situées à proximité de l'aéroport en direction des aires de repos situées dans l'estuaire Courtenay. Il se pose rarement sur les terrains de l'aéroport, mais il les survole souvent pendant ses déplacements, et plus particulièrement la zone d'approche finale de la piste 18-36.

Analyse des risques

Activités des aronefs

12. Les opérations aériennes de la 19^e Escadre varient beaucoup, passant des activités intenses des chasseurs aux vols commerciaux desservant l'aérogare de la Commission de l'aéroport de Comox Valley (CACV). Il est normal que les activités aériennes se déroulent jour et nuit. Toutefois, il a été prouvé que le risque d'impacts était plus élevé durant les heures de clarté. Les opérations de recherche et de sauvetage sont menées peu importe les conditions météorologiques, à bord d'hélicoptères et d'avions. D'autres vols sont effectués au moyen d'avions multimoteurs et turbopropulseurs ainsi que de chasseurs ou d'avions-écoles équipés de moteurs à réaction. Le nombre de passagers fréquentant l'aérogare de la CACV a augmenté de façon exponentielle. Tous les jours, l'aérogare civile accueille un avion B737-800 transportant 120 passagers ainsi que nombre d'avions-navettes plus petits transportant au moins 15 passagers. Les risques potentiels associés aux impacts d'oiseaux et de la faune continuent de croître en proportion du nombre de passagers.

- a. Annexe A – fait état de récentes statistiques sur la circulation aérienne à la 19^e Escadre;
- b. Annexe B – rend compte de statistiques sur les passagers en transit à l'aérogare de la CACV;
- c. Annexe C – donne un sommaire des impacts d'oiseaux à la 19^e Escadre.

'éPlan d'attnuation

'Gestion de l'habitat

13. Des mesures de gestion de l'habitat bien précises ont été prises pour réduire la menace que présente la présence de la faune à l'aéroport. Les mesures comprennent :

- a. Garder les graminées à une longueur qui n'attire pas les espèces présentant un risque. On a déterminé que les graminées courtes rebutaient la plupart des espèces des environs de l'aéroport de Comox. Durant la saison de tonte, d'avril à octobre, les graminées doivent être maintenues à moins de 20 cm. En hiver, il n'est pas nécessaire de tondre les graminées en période de dormance. Parfois, les graminées ne pourront pas être tondues à cause d'une panne du matériel. Durant ces périodes, il faut établir un ordre de priorité afin de tondre les zones qui présentent un risque pour la sécurité des vols. Ces zones comprennent un couloir de 300 pieds de largeur de chaque côté de la piste, les voies de circulation ainsi que les zones de prolongement des pistes, en amont et en aval, jusqu'à la clôture périphérique (voir la carte de l'annexe D);
- b. Niveler la surface des terrains de l'aéroport de façon continue pour éliminer les dépressions du terrain qui peuvent attirer les oiseaux. Ces travaux coûtent très cher, et ils sont échelonnés sous forme de petits projets. En plus d'éliminer tout habitat, ils permettent d'accroître la durée de vie des tondeuses puisqu'ils réduisent l'usure causée par leur fonctionnement sur des surfaces inégales. Il s'agit d'un programme continu;
- c. Éliminer les broussailles sur les terrains de l'aéroport. Le genêt à balai est une espèce de plante prolifique qui a été introduite sur l'île de Vancouver. Ces plantes forment un dense sous-bois et produisent des gousses qui attirent les oiseaux et les mammifères. L'élimination continue du genêt est essentielle pour éconduire les animaux nuisibles. La tonte permet d'éliminer presque tout le genêt, mais, parfois, il faut l'enlever manuellement dans les zones inaccessibles au matériel de tonte. Le service d'entretien de l'aéroport se charge de ce problème, qu'il règle au moyen d'un ordre de travail, s'il y a lieu;
- d. Régler les problèmes associés aux ordures ménagères des logements familiaux militaires. L'adoption d'un Ordre permanent de l'escadre (OP Ere 2-27) prescrivant de garder tout déchet dans un contenant scellé et interdisant l'utilisation de sacs en plastique, qui étaient facilement ouverts par les corvidés (comme des corneilles), a permis de régler ces problèmes.

- e. Poser les produits Nixalite® sur la signalisation de l'aéroport utilisée de toujours par les oiseaux pour s'y percher. Les produits en question, en acier inoxydable et en plastique (PVC), sont utilisés à l'Escadre Comox, car ils sont d'excellents moyens de dissuasion pour les oiseaux qui veulent se percher. Le personnel veillant à l'entretien de la signalisation et du réseau électrique doit faire preuve de prudence lorsqu'il travaille à proximité de ces produits;
- f. Évaluer et recommander la modification de structures. Nous invitons les entrepreneurs chargés du contrôle de la faune et les personnes travaillant à l'escadre à surveiller les travaux de construction et les bâtiments et à donner leurs commentaires pour permettre au Comité du contrôle de la faune d'évaluer et de recommander la modification de la structure des bâtiments en place en vue de réduire ou d'éliminer l'habitat des oiseaux;
- g. Gérer l'habitat. La gestion de l'habitat à l'extérieur du périmètre de l'escadre se fait en collaboration avec les représentants locaux des services de la faune, des pêches et de l'environnement. Les coordonnées de ces organismes figurent dans l'annexe E.

Techniques de contrôle

14. Des techniques de contrôle continues et cohérentes sont nécessaires si l'on veut qu'elles soient efficaces. Les entrepreneurs chargés du contrôle de la faune à la 19^e Escadre offrent leurs services de façon continue durant les heures du jour en patrouillant les lieux selon des intervalles espacés de deux heures ou moins. Les dispositions du contrat prescrivent également d'assurer la protection de toutes les missions de vol de l'escadre. Selon les données historiques, les risques pour les opérations sont faibles en soirée.

15. Les méthodes utilisées pour contrôler ou harceler la faune qui se trouve sur les terrains de l'aéroport et dans les zones adjacentes relevant de la compétence de l'escadre sont :

- a. la chasse;
- b. les cartouches d'effarouchement;
- c. les pièces pyrotechniques;
- d. les sirènes;
- e. les pistolets de départ;
- f. les bandes sonores;

- g. les cartouches chargées;
- h. le trappage

16. Aucune des méthodes de contrôle n'est entièrement efficace à elle seule, et il faut combiner ces méthodes pour dissuader adéquatement la faune. Les chevreuils sont tenus à distance au moyen d'une haute clôture délimitant tout le périmètre de l'aéroport. Les chevreuils parviennent rarement à entrer sur les terrains de l'aéroport, mais dans de tels cas, on parvient à les rabattre vers une barrière et à les diriger vers des champs adjacents. Depuis tout récemment, la population de lapins pose problème à l'aéroport. Depuis 1998, on a remarqué que leur nombre a augmenté; on a donc lancé un programme de trappage et d'élimination. La proximité des lapins aux campeurs présente un problème pour ce qui est des méthodes de contrôle et de la perception du grand public. L'utilisation d'armes à feu pourrait être mal perçue du grand public, et on évite leur usage. À ce jour, le trappage est un moyen efficace de gérer la population de lapins, mais le personnel des services de contrôle de la faune ne relâche pas sa surveillance. Les exigences liées au contrôle de la faune figurent dans l'annexe F.

17. Le recours à des chiens ou à des oiseaux de proie pour contrôler la faune sera approuvé sous réserve des conditions suivantes :

- a. les animaux en question doivent être bien dressés;
- b. les animaux en question ne doivent pas être relâchés s'il y a un risque que le bruit des aéronefs nuise à la compréhension des commandements ou s'ils se trouvent à proximité d'une zone réservée aux activités de vol à voile, alors que la présence de nombreuses personnes risque de causer une distraction;
- c. le responsable doit communiquer par radio avec la tour de contrôle pour obtenir ou non l'autorisation de l'Officier contrôleur de la circulation aérienne de service, selon que ce dernier juge une telle technique à propos ou non.
- d. le recours aux animaux pour assurer le contrôle de la faune relève exclusivement de l'entrepreneur, puisque cette mesure ne fait pas partie des dispositions prévues au contrat. Cette technique est considérée expérimentale, et l'O ATC Ere, s'il le juge opportun, peut retirer la permission qu'il aura donnée à l'entrepreneur d'utiliser des animaux pour s'acquitter de ses tâches.

'éTotal des mouvements daronefs de la 19e Escadre

1999	79 496
2000	84 784
2001	89 223
2002	79 495
2003	79 053
2004	71 058
2005	73 128
2006	75 675
2007	69 964
2008	65 988
2009	68 721
2010	58 617
2011	56 869
2012	55 821

Plan de gestion de la faune
à l'aéroport de la
19^e Escadre Comox

**À É É NOMBRE DE PASSAGERS EN TRANSIT LAROGARE DE LA
COMMISSION DE LAROPORT DE COMOX VALLEY (CACV)**

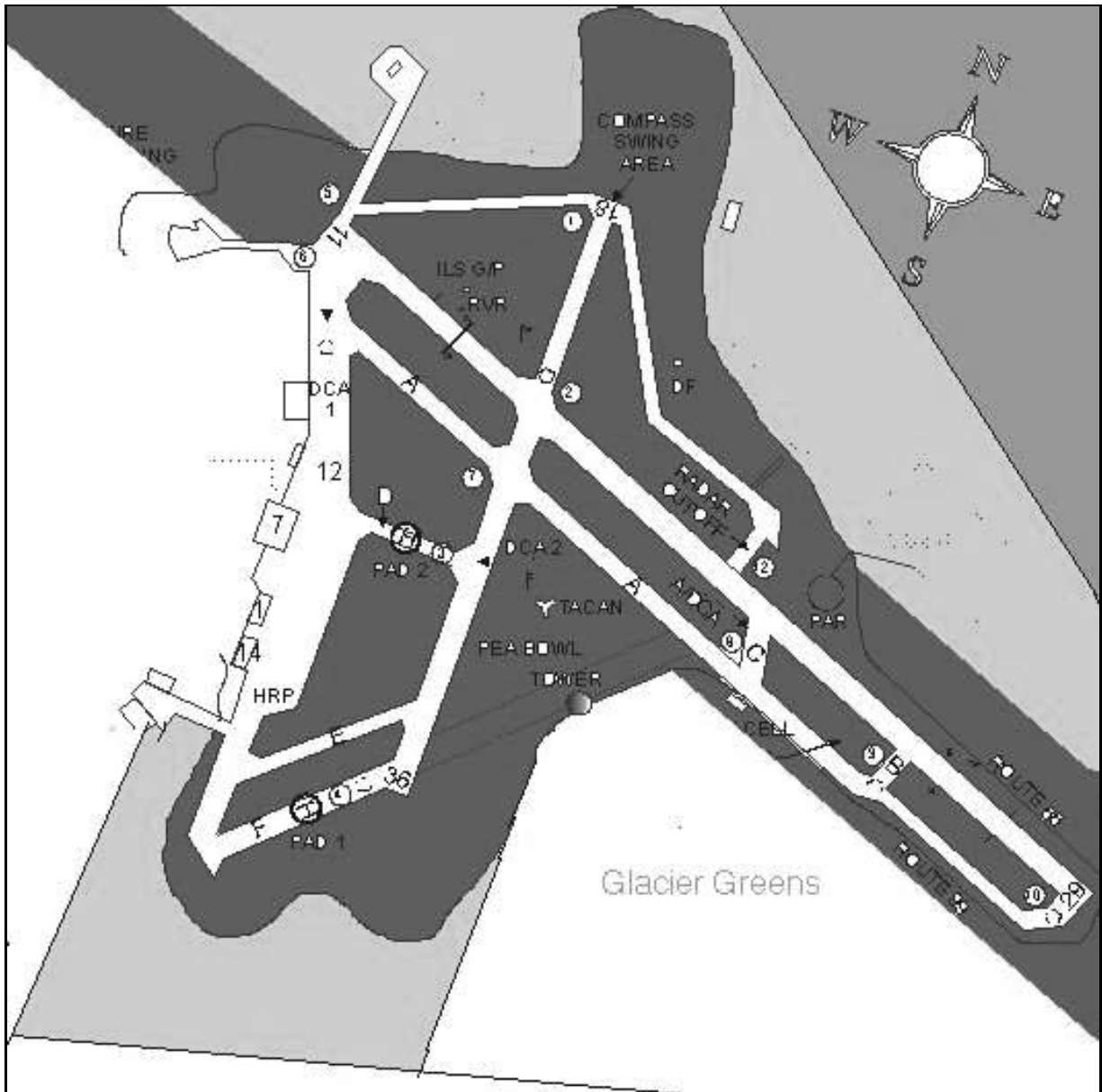
ANNÉE	NOMBRE TOTAL DE PASSAGERS
1999	62 807
2000	72 641
2001	130 000
2002	144 000
2003	167 400
2004	184 879
2005	205 000
2006	238 612
2007	310 450
2008	304 069
2009	289 978
2010	296 567
2011	308 937
2012	327 827

"SOMMAIRE DES SIGNALEMENTS D'IMPACTS D'OISEAUX

Année	OISEAUX ABATTUS	IMPACTS D'OISEAUX
1997	30 goélands, 19 bécasseaux variables, 7 pigeons, 1 canard colvert	2 harfangs des neiges
1998	32 goélands, 3 pigeons	2 goélands, 17 bécasseaux d'Alaska
1999	35 goélands, 3 pigeons	2 goélands, 15 bécasseaux d'Alaska
2000	1 goéland, pigeons	4 goélands
2001	10 pigeons	2 goélands, 1 oiseau de rivage
2002	3 pigeons	1 goéland
2003	3 goélands, 8 pigeons, 15 oiseaux de rivage	3 goélands
2004	20 goélands, 7 pigeons, 10 corneilles, 9 étourneaux	1 goéland
2005	10 goélands, 7 étourneaux, 3 bécasseaux variables	2 goélands
2006	10 goélands, 103 bécasseaux variables, 27 pigeons, 16 pluviers kildir	6 impacts : 30 oiseaux en tout
2007	73 goélands, 3 étourneaux, 30 pigeons, 13 bécasseaux variables	7 impacts confirmés et un non confirmé : 3 roselins, 1 crécerelle, 1 cygne, 10 goélands, 92 bécasseaux variables
2008	41 goélands, 24 bécasseaux variables	3 impacts : 1 goéland cendré, 79 bécasseaux variables, 1 pluvier kildir
2009		4 impacts : 13 oiseaux en tout
2010	19 goélands, 8 bécasseaux variables	5 impacts : 3 goélands, 1 étourneau, 1 bécasseau variable
2011	39 goélands, 7 bécasseaux variables	5 impacts : 1 faisan, 2 pluviers kildir, 1 hirondelle, 2 étourneaux et 1 grand héron
2012	37 goélands, 12 bécasseaux variables	2 impacts : 2 pluviers kildir

ÉÉÉ **À L'ORDRE DE PRIORITÉ DES ACTIVITÉS DE TONTE DES GRAMINÉES** **L'AÉROPORT DE COMOX**

Les zones foncées sont prioritaires, tandis que les zones claires sont secondaires.



ÉCOORDONNES DES RESPONSABLES DE LA GESTION DE LA FAUNE

Officier, Contrôle de la circulation aérienne de
la 19^e Escadre. 339-8211, poste 8209

Officier de la sécurité des vols de la 19^e Escadre. 339-8211, poste 8227

Officier du Génie construction de la 19^e Escadre. 339-8211, poste 8258

Officier du transport de la 19^e Escadre. 339-8211, poste 8354

Officier de l'environnement de la 19^e Escadre. 339-8211, poste 8187

Tech Méd Prév de la 19^e Escadre. 339-8211, poste 8658

Entrepreneur, contrôle de la faune. 339-1913 (maison)
..... 218-0709 (cellulaire)

Pêches et Océans Canada (MPO). 339-2031

Agriculture, renseignements. 334-1239

Environnement et Conservation. 334-3281

Tâche n° L-C266-207/1

ACTIVITÉS DE CONTRÔLE DE LA FAUNE

Base des Forces canadiennes Comox – Aéroport Sommaire mensuel

De : _____ À : _____ 20 _____

Nom de l'entrepreneur : _____

Officier de contrôle de la faune en service :

- | | |
|----------|----------|
| 1. _____ | 4. _____ |
| 2. _____ | 5. _____ |
| 3. _____ | 6. _____ |

Techniques de contrôle utilisées (selon l'ordre de fréquence) :

- | | |
|----------|----------|
| 1. _____ | 5. _____ |
| 2. _____ | 6. _____ |
| 3. _____ | 7. _____ |
| 4. _____ | 8. _____ |

Faune se trouvant sur les terrains de l'aéroport et qui nécessite un contrôle (selon l'ordre de fréquence) :

OISEAUX : _____ / _____ / _____ / _____ /
_____ / _____ / _____ / _____ /

MAMMIFÈRES : _____ / _____ / _____ / _____ /
_____ / _____ / _____ / _____ /

Faune éliminée (espèces et nombre)

OISEAUX	NOMBRE

Zones ayant nécessité davantage de contrôle – (donner des explications et faire un lien avec les espèces visées)

Modifications recommandées aux installations de l'aéroport ou des locataires – (donner des explications et faire un lien avec les espèces visées)

Modifications recommandées aux installations de l’aéroport ou des locataires – (donner des explications et faire un lien avec les espèces visées)

Commentaires

Sommaire mensuel
Registre quotidien – Activités de contrôle de la faune

TECHNIQUES DE CONTRÔLE	Cygnes	Goélands	Oiseaux de rivage	Pigeons	Étourneaux	Canards	Oies	Chevreaux	Chiens	Ratons laveurs
Fusil de chasse										
Cartouches d'effarouchement										
Bandes sonores; cris de détresse										
Trappage										
Appelants (morts et en plastique)										
Véhicules de chasse										
Ronde de surveillance										
Éclairage et sirènes										
Détonateurs à gaz										
Nombre d'animaux abattus										
Nombre d'animaux piégés										

THE FOLLOWING LIST IS PROVIDED FOR INFORMATION ONLY.
IT WILL NOT ABSOLVE THE BIDDER OF THEIR OBLIGATIONS OR REQUIREMENTS CONTAINED IN THE SOLICITATION AND ITS RELATED
APPENDICES.

EVALUATION OF BID: 1. Canada will evaluate bids received based on, but not be limited to, the following factors:
compliance with the terms and conditions of this solicitation;

a)

b) compliance with the specifications.

c) assessment of technical documentation & information for compliance;

2. Canada reserves the right to reject any bid which does not comply with all the mandatory requirements of this solicitation.

3. A bidder may be required to demonstrate to Canada's satisfaction that it is capable of successfully completing the Work in accordance with this solicitation.

4. The release of any information provided to Canada in response to this solicitation will be subject to the provisions of the Access to Information and Privacy Acts of Canada.

5. Within 72 hours of notification, the successful contractor or shall forward to the contracting authority either a certified true copy of the insurance policy or the certificate of insurance containing reasonable detail of the insurance coverage, exclusions, deductibles and conditions applying to such policies and confirming that the insurance is in force to meet these requirements. Failure of the successful contractor to forward the required certification shall render the bid non responsive.

MANDATORY REQUIREMENTS		MEETS	
PERSONNEL MUST HAVE A MINIMUM EXPERIENCE AND/OR TRAINING IN THE FOLLOWING AREAS AS APPLICABLE OR IDENTIFIED:		YES	no
It is a Mandatory requirement that the Contractor designate one Senior Wildlife Control Officer. The Senior Wildlife Control Officer must have a minimum two (2) years demonstrated experience in wildlife control on an airfield of similar size and scope as CFB/19 Wing Comox.		YES	no
It is a Mandatory requirement that any other Wildlife Control Officers must have a minimum one (01) year demonstrated experience in wildlife control on an airfield of similar size and scope as CFB/19 Wing Comox.		YES	no
It is a Mandatory Requirement that the Senior Wildlife Control Officer shall have obtained as a minimum a 2 year Diploma in Renewable Resource Management Environmental Science from a recognized educational institution.		YES	no
It is a Mandatory requirement that the Contractor maintain its account in good standing with the applicable provincial or territorial Workers' Compensation Board for the duration of the Contract.		YES	no
<div>YES no</div>			
PROOF OF ANY OF THE ABOVE REQUIREMENTS MUST BE SUBMITTED WITHIN 48 HOURS UPON REQUEST			

RATED

PROPOSALS WILL BE EVALUATED AND SCORED IN ACCORDANCE WITH THE FOLLOWING EVALUATION CRITERIA. IT IS SUGGESTED YOU ADDRESS EACH ONE IN SUFFICIENT DEPTH IN YOUR PROPOSAL.

% of pts available	Information and content provided is...
UNSATISFACTORY 0-30 %	<i>insufficient for any evaluation</i> of the requirement.
POOR 31-59%	<i>insufficient for effective evaluation</i> and considered not acceptable for meeting requirement.
FAIR 60-69%	<i>minimal and is considered to be less than acceptable</i> for meeting the requirement.
GOOD 70-79%	<i>sufficient for evaluation.</i> Services offered are average and meet the requirement.
VERY GOOD 80-90%	<i>more than sufficient</i> for evaluation. Offer is above average and more than meets requirement. .
EXCELLENT 91-100%	<i>exceptional.</i> Offer exceeds the requirement.

TECHNICAL Bidders must demonstrate an understanding of the services that are to be provided, and that they will meet the requirements identified herein. Bidders must demonstrate that they have suitable processes and procedures in place to ensure the services requested herein can be provided by detailing your understanding of the requirement and your competence to meet it.		
a) Approach and Performance: Max Pts 30		
Provide an overview of the anticipated wildlife situation at 19 Wing Comox, emphasizing:		10
relevant knowledge in wildlife species indigenous to the West coast of Canada		10
seasonal variations which can be anticipated		10
and peculiarities of the site's geography which may have an influence		
Methods and Risk Assessments:Max Pts 50		
Provide an overview of your approach to meeting the requirements of Wildlife Control as outlined in the Statement of Requirement by providing methods, degree of anticipated success and any potential problems or anticipated difficulties.		
methods of control for anticipated species in various seasons		20
how seasonal variations will impact techniques and your ability to modify/adapt strategies based upon changing conditions		20
degree of success anticipated success		5
potential problems or anticipated difficulties		5
Schedule: Max Pts 20		
Using the Datmospheric Natural Light Tables for Sun & Moon prepare an outline showing your proposed schedule to provide the services specified here-in and in accordance with the hours of work specified in para 24 from April 1, 2009 through March 31, 2010 detailing the following:		
personnel availability on the site;		10
access to back-up personnel;		5
work routine (ie what duties will comprise the workday):		5
Corporate Experience and Expertise: Bidders must demonstrate that the Contractor proposed has the necessary technical/managerial background and experience to carry out this requirement. This is to include any proposed subcontractors as well as demonstration that contractors have the necessary qualifications and equipment to carry out the work.		
a) Previous Experience/Education for main and back-up personnel Max Pts 10		
Detail your company's previous experience, over and above that specified as a mandatory requirement, in performing a wildlife control service on an airfield of a similar size and scope to 19 Wing. (2 points for Coastal, 5 points for West Coast)		5
Provide details (include copies of proof of completion) of relevant education completed that will benefit you in the performance of this work.		5
c) Equipment Max Pts 5		
Provide a list of equipment over and above that specified as mandatory equipment that will be utilized in the fulfilling the requirements of this contract.		5
Minimum Points required to pass 80.5		115

SELECTION METHOD

CONTRACTOR SELECTION: Proposals will be evaluated according to the evaluation criteria contained herein and the supporting information and resumes. To be considered **valid**, a bid must **meet all of the requirements** specified in this RFP and score a **minimum of 70% overall** of the points in the **RATED** evaluation criteria. Only proposals which **meet all the mandatory criteria** and achieve the minimum acceptable score in the **RATED** evaluation will receive further consideration.

BEST VALUE CRITERIA 1. To be considered responsive, a bid must:

- (a) meet **ALL** requirements of this solicitation (including mandatory criteria) as specified herein; and
 - (b) obtain the required **minimum of 50 percent** of the points for **each section** (*example all of a)Approach and Performance: Max Pts 30 > minimum req'd 15 pts*) of the rated criteria; and
 - (c) obtain the required **minimum of 70 percent overall** of the points for the technical/management evaluation herein
2. Bids not meeting the above will be given no further consideration.

A. Technical/Management Evaluation: All proposals received will be evaluated for their technical and management content utilizing point ratings. Details of the evaluation criteria which will be employed to assign point scores to factors is shown herein.

For the purpose of evaluating your proposal, representatives of the Crown may interview key personnel to assess their technical abilities and to determine if they would be adequate for the proper performance of the proposed contract. You agree to make your key personnel available for this purpose.

B. Price Component Evaluation: The lowest-price, technically-acceptable proposal will score the maximum percentage allocated in the "Contractor Ranking" section for price. Each subsequent proposal will be prorated accordingly. Evaluation total* will be based on the prices provided in Annex "B".

* EVALUATED TOTAL PRICE CONSISTS OF CONTRACT PERIOD PLUS ALL OPTION YEARS PLUS TOTAL ESTIMATED ADDITIONAL HOURS.

EVALUATION TOTAL = Subtotal A+B+C...

C. Contractor Ranking: For the purpose of ranking all technically acceptable proposals, the following RATIO will factor the technical/management evaluation and the price component to establish a total percentage score: **EXAMPLE ONLY**

TECHNICAL/MANAGEMENT		70% (ex. 80/100 x 70%)	= 56 tech pts/70
PRICE	+	30% (ex. \$100/\$80* x 30%)	= 24 price pts/30
*lowest technically acceptable bid	=	EVALUATION TOTAL	= 80 pts/100

Neither the qualifying proposal which scores the highest volume of rating points, nor the one which contains the lowest cost estimate will necessarily be accepted. **The proposal with the highest total points score will be recommended for award.**

The selection of the Contractor will be made on the basis of the best overall value to the Crown as described above.

Bids that fail to provide the information requested and required by the Contracting Authority to fully evaluate the submission will be deemed non-responsive and given no further consideration

ANNEX B: BASIS OF PRICING

ÉVALUATION DES PRIX : Le prix des offres doivent être soumises et seront évaluées en dollars canadiens , la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) exclue. **REMARQUE :** Prix doit être un prix forfaitaire pour la fourniture de main-d'oeuvre, la supervision , le matériel , l'équipement , le transport et le profit nécessaire pour les services comme prévu ou sur une base et que la demande . Aucun autre frais ne sera autorisé.

FIRM\$/MO>>	YEAR 01	YEAR 02	YEAR 03	Option YR 04	Option YR 05
APR	\$ /mo	\$	\$	\$	\$
MAY	\$	\$	\$	\$	\$
JUN	\$	\$	\$	\$	\$
JUL	\$	\$	\$	\$	\$
AUG	\$	\$	\$	\$	\$
SEP	\$	\$	\$	\$	\$
OCT	\$	\$	\$	\$	\$
NOV	\$	\$	\$	\$	\$
DEC	\$	\$	\$	\$	\$
JAN	\$	\$	\$	\$	\$
FEB	\$	\$	\$	\$	\$
MAR	\$	\$	\$	\$	\$
subtotal	A\$	B\$	C\$	D\$	E\$
For other work not identified under Annex A, as requested and authorized by the Project Authority					
HOURLY RATE	\$	\$	\$	\$	\$
X estimated	\$	\$	\$	\$	\$
200 hrs/yr					
subtotal	a\$	b\$	c\$	d\$	e\$

CETTE PAGE DOIT ETRE RETOURNE AVEC VOTRE CANDIDATURE

CAT LETTRES LIQUIDATION : Pour réduire la possibilité que le ministère public , dans les cas où les entreprises de location peuvent ne pas être CAT enregistrés ou non effectuer ses paiements à la CAT , peut être tenu responsable des primes d'assurance dues en rapport avec le travail ou le service effectué sur leur nom , la SA doit:

01. obtenir une lettre d'autorisation avant que l'entrepreneur commence à travailler pour vous, et
02 . nouveau avant le paiement final .

Ce rapport montrera si l'entrepreneur est enregistré auprès de la CAT et de payer les primes régulières .

Lettres de dégageement sont disponibles , gratuitement:

LIGNE : <https://online.worksafebc.com/> OU

En contactant 604 244-6180 / 1 888 922-2768 / fax 604 244-6390 .

CAT COMPTE # >

CONTACTS FOURNISSEURS : Les noms , titres et numéros de téléphone des membres du personnel permanent de l'initiateur effacés pour recevoir des commandes subséquentes de utilisateurs identifiés :

NOM TITRE TEL E -MAIL

ANNEX C: INSURANCE

Commercial General Liability Insurance

1. The Contractor must obtain Commercial General Liability Insurance, and maintain it in force throughout the duration of the Contract, in an amount usual for a contract of this nature, but for not less than \$5,000,000 per accident or occurrence and in the annual aggregate.
2. The Commercial General Liability policy must include the following:
 - (a) Additional Insured: Canada is added as an additional insured, but only with respect to liability arising out of the Contractor's performance of the Contract. The interest of Canada should read as follows: Canada, as represented by Public Works and Government Services Canada.
 - (b) Bodily Injury and Property Damage to third parties arising out of the operations of the Contractor. (c) Products and Completed Operations: Coverage for bodily injury or property damage arising out of goods or products manufactured, sold, handled, or distributed by the Contractor and/or arising out of operations that have been completed by the Contractor.
 - (d) Personal Injury: While not limited to, the coverage must include Violation of Privacy, Libel and Slander, False Arrest, Detention or Imprisonment and Defamation of Character.
 - (e) Cross Liability/Separation of Insureds: Without increasing the limit of liability, the policy must protect all insured parties to the full extent of coverage provided. Further, the policy must apply to each Insured in the same manner and to the same extent as if a separate policy had been issued to each. (f) Blanket Contractual Liability: The policy must, on a blanket basis or by specific reference to the Contract, extend to assumed liabilities with respect to contractual provisions. (g) Employees and, if applicable, Volunteers must be included as Additional Insured.
 - (h) Employers' Liability (or confirmation that all employees are covered by Worker's compensation (WSIB) or similar program)
 - (i) Broad Form Property Damage including Completed Operations: Expands the Property Damage coverage to include certain losses that would otherwise be excluded by the standard care, custody or control exclusion found in a standard policy.
 - (j) Notice of Cancellation: The Insurer will endeavour to provide the Contracting Authority thirty (30) days written notice of policy cancellation.
 - (k) If the policy is written on a claims-made basis, coverage must be in place for a period of at least 12 months after the completion or termination of the Contract. (Contracting officers must insert the applicable options below and renumber accordingly.)
 - (l) Litigation Rights: Pursuant to subsection 5(d) of the Department of Justice Act, S.C. 1993, c. J-2, s.1, if a suit is instituted for or against Canada which the Insurer would, but for this clause, have the right to pursue or defend on behalf of Canada as an Additional Named Insured under the insurance policy, the Insurer must promptly contact the Attorney General of Canada to agree on the legal strategies by sending a letter, by registered mail or by courier, with an acknowledgement of receipt. For the province of Quebec, send to:
Director Business Law Directorate,
Quebec Regional Office (Ottawa),
Department of Justice,
284 Wellington Street, Room SAT-6042,

Ottawa, Ontario, K1A 0H8

For other provinces and territories, send to:

Senior General Counsel,
Civil Litigation Section,
Department of Justice
234 Wellington Street, East Tower
Ottawa, Ontario K1A 0H8

A copy of the letter must be sent to the Contracting Authority. Canada reserves the right to co-defend any action brought against Canada. All expenses incurred by Canada to co-defend such actions will be at Canada's expense. If Canada decides to co-defend any action brought against it, and Canada does not agree to a proposed settlement agreed to by the Contractor's insurer and the plaintiff(s) that would result in the settlement or dismissal of the action against Canada, then Canada will be responsible to the Contractor's insurer for any difference between the proposed settlement amount and the amount finally awarded or paid to the plaintiffs (inclusive of costs and interest) on behalf of Canada.